

Presse satirique : la voix de l'avenir ?

Eyoum Nganguè

Journaliste camerounais
cena@hotmai.com

Au Cameroun, un ministre téléphonait régulièrement au dessinateur-vedette du *Messenger-Popoli* pour protester contre la coupe des vêtements dont on affublait sa caricature dans le journal...

En visite au Gabon en 1998, René Mognibo Dossa, président de la Haute Autorité de l'audiovisuel et de la communication (HAAC)¹ du Bénin s'exprimait ainsi : « La satire est très difficile et très dangereuse dans le monde de la presse. Pour un rien, les hommes politiques n'hésitent pas à traîner les journalistes de cette presse devant les tribunaux »². Surtout en Afrique où la presse évolue dans un environnement caractérisé par les intimidations, les pressions de toutes sortes, les procès... Cependant, cela n'a pas empêché l'éclosion de plusieurs journaux satiriques dont les exergues ne manquent pas de verve : « Lira bien qui lira le dernier », pour *Le Journal du Jeudi* ; « Rira bien qui lira le premier » pour *Messenger-Popoli* ; « Canardera bien qui canardera avec la raison » du *Canard Libéré* ; « En rire jusqu'aux larmes » de *Galaxie* ou encore « Pour le meilleur et pour le rire » avec le *Gri-Gri*. Une manière, pour la presse satirique, de dérider l'atmosphère dans des pays où la vie est loin d'être drôle tous les jours...

Mais dans ce foisonnement hétéroclite, entre "satimédias" et "hebdomadaires", on est parfois loin du compte. Car certains journaux qui se proclament satiriques font plutôt pleurer par leur mauvais goût, alors que d'autres qui ne revendiquent pas cette épithète font, sans le savoir, de l'humour. Un peu comme monsieur

Jourdain faisait de la prose. Mais au-delà des étiquettes, c'est la pratique qui distribue les rôles et atteste de la filiation avec Aristophane (le premier poète/journaliste satirique qui, quatre siècles avant l'ère chrétienne, tournait en dérision la classe politique athénienne). Du *Scorpion* malien au *Grognon* du Zaïre en passant par la *Rue Meurt* du Congo-Brazzaville, les journaux satiriques africains ont en commun d'être, depuis une décennie, à l'avant-garde du combat démocratique. Pour autant, existe-t-il vraiment un profil-type pour les médias se réclamant de cet esprit éditorial ?

Pour tenter de répondre à cette question essentielle, nous allons, dans un premier temps, aborder l'aspect historique de la presse satirique en Afrique avant de nous intéresser aux différents courants qui la traversent. Pour terminer, nous irons à la découverte du contenu des publications qui ont véritablement réussi à s'implanter.

Sous les ailes du Canard

C'est au lendemain des indépendances (début des années 1960) que la satire connaît ses premiers balbutiements dans la jeune presse africaine. À cette époque, des chroniqueurs à la plume acerbe jouaient habilement avec les mots pour décrier les maux de la société et de la classe politique. Aujourd'hui encore, certains organes de presse publics se servent du fort impact de la satire pour faire passer des messages. Il en est ainsi, par exemple, du quotidien gouvernemental gabonais, *L'Union*, dont la rubrique phare, « Pour moi quoi, Makaya », est un billet d'humeur qui donne à sa "une" la température de ce qui se passe dans le pays. Certains prétendent qu'elle est souvent inspirée par le président Bongo soi-même !

Au Cameroun, une chronique satirique intitulée « Think For Toly » (des choses à dire) et rédigée en Pidgin a fait la fortune d'un journal des années 1970, *Le Courrier sportif*. Pendant les décennies de partis uniques et de presses d'État, la rédaction d'articles satiriques relevait souvent de terribles circonvolutions sémantiques, car la prison ou l'exil étaient souvent au bout du chemin pour un mot de travers, ou pour une phrase jugée malveillante. Dans ces conditions, il n'est donc pas étonnant que la prime du premier journal satirique africain francophone revienne au Sénégal (premier pays en Afrique francophone à avoir libéralisé sa vie politique). C'est ainsi qu'en 1977 est né *Le Politicien*, créé par un groupe de personnes réunies autour de Mame Less Dia. Ce journal a couvert à sa manière la première confrontation électorale qui opposait en 1978, Léopold Sédar Senghor à... Abdoulaye Wade.

Dix ans plus tard, *Le Cafard libéré*, issu d'une scission au sein du *Politicien*, se voyait pousser des ailes lors de l'élection présidentielle de 1988 qui opposait Abdou Diouf à... Abdoulaye Wade. Lancé par Sada Traoré, *Le Cafard libéré*, lors de cette joute électorale, a volé dans les plumes du président sortant, tout en damant le pion au quotidien gouvernemental *Le Soleil*. Fortement inspiré de la maquette et de l'esprit de son célèbre modèle, *Le Canard enchaîné*, *Le Cafard libéré* est resté longtemps comme unique exemple de journal satirique de qualité, mêlant textes et caricatures, rebaptisant les acteurs de la classe politique et les stars du show-biz... Dans un langage où le français cohabite harmonieusement avec le wolof, il a un peu "sénégalisé" *Le Canard enchaîné*.

Des becs et des ongles

Cette nouvelle tendance s'est étendue à d'autres pays africains après le retour au pluralisme politique. Ainsi a-t-on vu naître ça et là des titres dont les noms essayaient plus ou moins de se rapprocher de celui du journal français de référence. Dès 1991, le groupe de presse *Le Combattant* lançait, pour se diversifier, un journal satirique, *Le Moustique déchaîné*, dont les habits ressemblaient étrangement à ceux du *Cafard libéré*, et donc du référent parisien... Des émules de l'hebdomadaire de la rue Saint-Honoré³ n'ont pas arrêté de se multiplier en l'Afrique : ainsi au Togo, l'expérience de *Kpakpa désenchanté* peut-elle être signalée. Un mot, une épithète, puis on se lance dans la presse satirique, essayant autant que possible de se rapprocher du style du *Canard* français. Une autre tentative, *La Chauve Souris*, à Douala, a fait long feu alors que *Canardo* du Niger, après une mort subite décrétée par l'administration de Niamey, a survécu en changeant de nom, devenant *Le Canard libéré*.

De *La Griffes* du Gabon au *Cactus*, issu d'un schisme au sein du *Cafard libéré*, en passant par *Le Lynx* de Guinée Conakry, on se rend compte que le journal satirique africain aime s'identifier à tout ce qui pique. C'est ainsi que *Galaxie* (dont le sous-titre était « la Vérité qui pique, Journal humoristique et satirique ») au Cameroun avait africanisé la fameuse « Noix d'honneur » du *Canard enchaîné* en « Kola d'honneur ». Progressivement, le modèle du *Canard* tend à laisser la place à des versions plus authentiquement africaines ou légèrement inspirées de *Charlie Hebdo*, du moins au niveau de la maquette de "une". Ainsi, parmi les journaux satiriques qui marchent le mieux en Afrique subsaharienne francophone, on trouve le *Journal du Jeudi (JJ)* au Burkina Faso et *Le Messenger-Popoli* au Cameroun.

Loin des becs et des épines, *Le Journal du Jeudi* fait plutôt office de

caméléon, car il change de teinte à chaque parution comme son modèle parisien. Une grosse caricature à la "une" et un sommaire annoncent la couleur. Depuis 1991, Aboubakar Diallo (le directeur) et ses collègues, parmi lesquels le dessinateur Damien Glez, ont peaufiné ce support atypique, format A4, fait de railleries, d'investigations, de prises de positions et de dénonciations. Ni bec, ni ongles, épique plus qu'épine, *Le Journal du Jeudi* s'est positionné dans une dimension sahélienne, en s'autoproclamant « hebdomadaire ». Il s'épanouit dans un environnement hostile aux médias, où le journalisme d'investigation peut conduire *ad patres*.

Bihebdomadaire, *Le Messenger Popoli*, version satirique du *Messenger* du Cameroun, a vu le jour en 1993. À l'époque, il paraissait une fois par semaine, et ses auteurs se baptisaient eux-mêmes « les fous du vendredi ». Il faut dire que l'apparition de ce titre a été une sorte de révolution. Une équipe de dessinateurs racontant l'actualité en images, relatant des faits divers sous forme de BD, le tout soutenu par une sorte d'éditorial (« Editôt ou tard ») où calembours et contrepèteries brocardaient la classe politique. De plus, en dessinant des dames seins à l'air et des messieurs braguettes ouvertes, « les fous du vendredi » ont conquis un public friand de scènes chaudes. Les politiques et les hommes du commun étant représentés dans ce journal, la mayonnaise a vite pris. Identifié comme journal de Popaul (nom donné au président Biya), le nom Popoli est en fait une déformation du prénom de Paul-Louis Nyemb, dessinateur principal qui, avant de lancer le *Messenger-Popoli*, partait de deux expériences malheureuses : *Le Moustique déchaîné* et *La Chauve Souris*. En s'alliant au scénariste Céna, un ancien de *Galaxie*, ils ont mis en place ce journal bigarré où satire rime avec caricature, où bande dessinée s'accorde avec histoires de quartier.

Dans le sillage du *Messenger-Popoli*, des dessinateurs ivoiriens, sous la houlette de Zohoré Lassane, ex-caricaturiste vedette de *Fraternité Matin* (le quotidien gouvernemental), ont, en décembre 1998, lancé *Gbich!*⁴. Onomatopée qui claque comme un coup de poing, et qui justifie le sous-titre : « Le Journal d'humour et de BD qui frappe fort ! ». Le ton était donné. Sur la "une" du n° 22 de *Gbich!*, daté du 28 décembre 1999 au 13 janvier 2000, un énorme dessin du général Gueï⁵, armé de son balai et qui pousse Konan Bédié hors d'un bloc de banquise qui épouse les formes de la Côte-d'Ivoire.

Au Sénégal, c'est l'arrivée de *Lamb-Ji* dans les kiosques, lors des dernières élections présidentielles⁶ qui a apporté du sang neuf à une presse satirique essoufflée. Le concept *Lamb-Ji* est presque identique à celui de ses confrères de la génération presse-BD politico-sociale. En période électorale, *Lamb-Ji* (qui signifie l'arène en wolof) a restitué les enjeux de la joute politique à laquelle se sont livrés Abdou Diouf et Ab-

doulaye Wade. En opérant ce glissement de la politique vers un combat de gladiateurs, *Lamb-Ji* a su capter le public sénégalais très amateur de lutte. Wade et Diouf, représentés en lutteurs dans l'arène politique, ont vulgarisé le dessin de presse au Sénégal et propulsé *Lamb-Ji* aux rangs des journaux les plus prisés à Dakar.

Dans la langue du peuple

En dehors de la nouveauté relative que constitue l'introduction du dessin humoristique et satirique dans ces journaux, qu'est-ce qui peut bien expliquer leur succès parfois foudroyant ? Les raisons sont nombreuses. D'abord, il se trouve que la langue qui est employée est proche du grand public. Alors que la presse d'information générale se caractérise par un verbiage parfois pompeux, où des journalistes sérieux et compétents écrivent sur des sujets aussi "ennuyeux" que la politique ou l'économie, la presse satirique, elle, a très souvent pris le parti de s'exprimer dans le langage de ceux qui la lisent : la langue populaire. Loin des analyses et des commentaires parfois abscons que débâtèrent à longueur de lignes les journalistes des journaux dits "sérieux", les "satimédias" (expression de *La Griffé* du Gabon) ont opté pour des choses plus pratiques. Il en est ainsi du "camfranglais" (mélange de langues camerounaises, d'anglais et de français parlé dans les villes du Cameroun) qui caractérise les bulles du *Messenger-Popoli*, de la combinaison français et wolof qu'on retrouve dans *Le Cafard libéré*, *Lamb-Ji* et *Cactus*, ou du noutchi (argot abidjanais) pour *Gbich!* Les uns et les autres sont aussi à l'écoute de nouvelles expressions inventées par les populations, lorsqu'ils ne sont pas à l'origine de la création de concepts lexicaux qui rapidement entrent dans le parler populaire.

Les journaux satiriques africains prennent une grande liberté avec la langue. Par exemple, dans les colonnes et les bulles du *Lynx*, on écrit « mon vié » au lieu de « mon vieux » ou bien « didon » à la place de « dis-donc » ! Parfois, les rédacteurs n'hésitent pas à employer des expressions issues des différents dialectes locaux. Mais on trouve aussi des rubriques complètement rédigées dans la langue de la rue. Par exemple « Moi Goama », qui squatte la page 2 de toutes les éditions du *Journal du Jeudi*. On peut par exemple lire dans le n° 493 du 1^{er} au 6 mars 2001 : « Incoryable mais virait ! Le soze qui passent à Bob⁷o-là, c'est viairment pas pochible ! Apirès que les zense sontent fiaient polontique zousqu' à les zenze sontent morts, c'est maintenant le honte que y sontent en tirain se mette. A le raguio épis dans les zougnales, c'est le mième parouole... » Dans *Gbich!*, nous avons tiré de « La chronique du ballon-Fatchè » ce

passage : « Quand sapionnat i l'a commencé net, tout le monde i l'a dit que ça allait sauffer cette nanée. Pass qu'é Estade i l'a comencé à bombarder très fort i cassait tout sir sa route... »

Zoopolitique

De la même manière, l'inventivité dont ils font preuve pour créer des personnages – notamment pour rebaptiser le personnel politique – a de quoi retenir l'attention des lecteurs. Dans *Le Cafard libéré* par exemple, Diouf = « Ndiol », mot qui signifie « grand » en wolof ; Abdoulaye Wade a hérité du surnom de « Ndiombor » (le « lièvre », animal rusé s'il en est dans la mythologie ouest-africaine). Pour Tanor Dieng, ancien homme à tout faire de Diouf, ils n'ont pas trouvé mieux que « Beuk Nek » (« valet de chambre ») pour l'identifier. Les artistes en prennent aussi pour leur grade, à l'image de Youssou Ndour, rebaptisé « Yourou » (qui signifie « crier » en wolof), tandis que le groupe Positive Black Soul est traité de « Negative Black Soul » à cause des positions critiques qu'ils prennent à l'encontre de l'Afrique dans les textes de leurs chansons. Moins subtil, Baaba Maal quant à lui est traité de « mâle sans femelle ».

En Guinée Conakry, le président Lansana Conté est affublé du pseudonyme de « Fory Coco » (qui signifie à peu près quelque chose comme « rusé, à l'apparence naïve ») par *Le Lynx*. Le même fauve de Conakry écrit « Charles Terreur » quand il parle du président Charles Taylor du Libéria (pays limitrophe de la Guinée dont les dirigeants sont soupçonnés de soutenir les groupes de rebelles qui font régulièrement des incursions meurtrières dans le sud). Le leader du RUF sierra léonais, Foday Sankoh, quant à lui, et pour des raisons quasi similaires est appelé systématiquement « Foday Sankhon » (le « n » de trop faisant toute la différence !).

Au Gabon, Bongo est synonyme de « Zeus » ou de « Yaya Omar » dans les pages de *La Griffes*. *Le Messenger-Popoli*, amplifiant la *vox populi*, avait fait de Paul Biya son personnage principal sous le nom de « Popaul ». Après un procès qui avait conduit leur éditorialiste en prison pour avoir traité Popaul de c..., les « fous du vendredi » ont mis le pied à l'accélérateur en qualifiant l'homme fort de Yaoundé de « Poupoul-Mouillé ». *Gbich!* n'a pas inventé le sobriquet « Nzuéba, la petite rivière » qui désignait l'ancien président Konan Bédié (en raison de sa supposée tendance à lever trop souvent le coude). Mais le « Journal d'humour et de BD qui frappe fort » l'a rapidement adopté.

On peut donc s'en rendre compte : les journaux satiriques d'Afrique

francophone ne sont pas réputés être proches des pouvoirs en place. Mais ils n'hésitent cependant pas à tourner en dérision les leaders de l'opposition lorsqu'ils estiment que ceux-ci ont "fauté" dans un discours ou une action. *La Griffe* n'épargne ainsi pas le Père Paul Mba Abessole, opposant historique à Bongo qui, depuis qu'il est devenu maire de Libreville, est de plus en plus conciliant avec le président du Gabon, et ses prises de position s'éloignent de plus en plus de ses propos incendiaires du début de la décennie. *Le Messenger-Popoli* quant à lui n'hésite pas à se gausser de John Fru Ndi (principal opposant au régime de Biya), leader du Social Democratic Front (SDF), suscitant parfois le courroux des partisans de cet homme politique. Ces choix font que les journaux satiriques, loin de se cantonner à faire de la critique pour la critique contre un camp seulement, arrosent à peu près tout le monde. D'où un éventail plus large de lecteurs, aussi bien ceux proches du pouvoir que ceux de l'opposition. Les uns pouvant rire de leurs adversaires à travers les dessins des caricaturistes.

Mais les pouvoirs reçoivent bien plus de coups de patte que les opposants. Ainsi, Bongo reste quand même le meilleur "client" de *La Griffe*. Un fonds de commerce en quelque sorte. Car, pour faire rire ses lecteurs, il suffit à la rédaction de ce "satimédia" de reproduire textuellement un discours ou une interview de « Zeus » et de l'assortir d'un petit commentaire bien senti. Exemple : le 25 septembre 2000, Bongo s'exprimait à la radio-télévision gabonaise sur le délicat sujet du cumul des fonctions en ces termes : « Alors, tous ces organismes que nous avons créés, nous voyons des gens aussi, il faut en parler. On est ministre, d'abord on est député, on est ministre, on est maire, on est conseiller, on est chechi. C'est trop ! (...) On est quoi, je ne sais pas, on est sénateur, laisser l'autre être autre chose. On est ministre, on est président du conseil d'administration ». Retranscrivant fidèlement ces propos à sa page 2 dite des « griffaronnages », et en mettant ce passage de Bongo sous le titre « Ce qui se cumule bien », les rédacteurs de *La Griffe* ont fait ressortir l'incohérence totale du propos du président gabonais, et pour ajouter au plaisir, juste après l'avoir cité, ils ont fait ce commentaire laconique : « Appréciez la clarté du propos. »

Toujours pour bien faire marrer ses lecteurs sur le dos de Yaya Omar, *La Griffe* s'est délectée du qualificatif « Petit espion français » que s'est donné Bongo lui-même dans son livre (presque) autobiographique *Blanc comme Nègre*⁸. Dans les numéros du "satimédia" qui ont suivi la parution du livre, dans la plupart des articles où il était question du président gabonais, les rédacteurs de *La Griffe* écrivaient « le petit espion français » (sic). Il est vrai que les "sorties" des politiciens, des stars du show- biz

sont très souvent une véritable mine d'or pour la presse satirique.

Dérision et autoflagellation

L'autre atout de la presse satirique en Afrique est aussi qu'elle s'est souvent octroyé le droit de critiquer les médias sans que cela n'apparaisse forcément comme des actes qui violent la confraternité qui est souvent de mise dans la profession. *Le Cafard libéré* a une rubrique de critique de l'audiovisuel sénégalais qui s'appelle « Ragots Télébidon » et une autre qui se consacre aux « Rébuts de presse ». Dans le même ordre d'idée, *Le Journal du Jeudi* recense les coquilles de la presse du Faso dans une rubrique intitulée « Perles à la pelle » (qui nous rappelle la « Rue des petites perles » du *Canard enchaîné*). Sauf qu'à côté de cela, *Le Journal du Jeudi* a également une rubrique dénommée « Média culpa » où l'univers de l'information du Burkina est passé au peigne fin, analysé parfois, moqué toujours...

Mais la principale curiosité de cette presse est qu'elle pratique à merveille l'autodérision. Les rédacteurs se moquent d'eux-mêmes et n'ont pas honte d'exprimer leur "mal-être" dans une société dont ils sont les porte-parole. En se traitant eux-mêmes de « salopards », les journalistes du *Journal du Jeudi* peuvent se permettre de qualifier de la sorte d'autres personnes. De la même manière, en se proclamant « fous du vendredi », les membres de l'équipe du *Messenger-Popoli* donnent le ton sur la manière dont ils pourraient traiter des tiers... L'auteur de la chronique « Megd'alors » du *Journal du Jeudi* s'attarde sur ses petites et grandes misères du quotidien et pousse des coups de gueule contre lui-même, sa cupidité, sa naïveté, ses mauvais plans. Nyemb Popoli (*Le Messenger Popoli*) tient une rubrique narrative à la première personne du singulier (« Kaba Ngondo »⁹) où il se raconte en bulles et dessins. Tout y passe, ses déboires sentimentaux, ses conneries... Il se croque lui-même en se présentant comme « quelqu'un de moche ». Rien d'étonnant donc qu'il puisse illustrer d'autres personnes en grossissant ou exagérant les faiblesses de leurs traits.

Cette implication personnelle des journalistes de la presse satirique dans leurs textes et dessins humanise ces médias et crée une forme de lien affectif entre la rédaction et les lecteurs. Il se tisse une sorte de relation intime entre l'artiste et son public. Car on ne peut ignorer le côté "star locale" qui est celui des journalistes africains, qu'ils le veuillent ou non. Dans les cafés et les taxis-brousse, des fans discutent du dernier dessin ou de la dernière blague de tel ou tel journaliste. On compare le coup de crayon de l'un avec celui d'un autre. Il existe d'ores et déjà des lecteurs

très avertis de journaux satiriques, tout comme une partie du lectorat de certains pays se contente de consommer la presse satirique.

Aminata Sophie Dièye, ancienne journaliste du *Cafard libéré* (elle tenait la rubrique « Féministerie » du volatile sénégalais) nous explique le succès de ce genre de presse au Sénégal : « Les analphabètes achètent les journaux satiriques parce que les caricatures sont tellement parlantes qu'ils peuvent, sans savoir déchiffrer les lettres, comprendre ce qui se passe grâce aux images. » À côté de cela, il faut ajouter le fait de rendre vivants les événements par l'image, tout en simplifiant les scénarios pour mieux dessiner l'actualité. On comprend qu'une page de séquences dessinées soit mieux ingurgitée par un lecteur qu'une page entière remplie de textes trop compacts. Dans le choix des sujets, parler des "grands" et des "petits" attire le petit peuple qui veut lire des histoires simples écrites ou dessinées par quelqu'un de simple, d'humain, dont il connaît les difficultés.

Guignols show

Comment les dirigeants des pays africains ou, plus globalement, les personnes qui sont ainsi caricaturées – voire ridiculisées – dans les journaux satiriques réagissent-ils ? Globalement, il y a eu une réaction en trois temps.

Au début, lorsque la presse satirique fait son apparition dans un pays, le public, tout comme les censeurs, ignorent tout de ce média "insolite", et l'accueil qu'ils lui réservent va de la surprise à l'indifférence. Surprise rapidement suivie d'adoption pour un public lassé d'une presse d'information générale dont les thèmes et les prises de position sont souvent redondants. Une partie du public est pris de fou-rire rien qu'en voyant la caricature d'un ministre, d'un directeur de société d'État, d'un sportif de haut niveau ou tout simplement du citoyen lambda. La surprise et l'indifférence passées, ces journaux sont l'objet de la curiosité, et ses "victimes" se rendent compte de son écho au sein de la population. Elles prennent conscience de leur image telle qu'elle est diffusée. La caricature étant de l'exagération par essence, de la provocation par définition, la plupart des personnes croquées n'aiment pas se voir ainsi illustrées. Surtout celles qui ont fait des pieds et des mains pour se donner une image "polie" par une télévision à leur dévotion ou qui, quand elles se font prendre en photo, ajustent leur cravate et leur sourire. Or, la caricature est souvent sans pitié. Elle vous écrase un nez déjà épaté ou vous allonge définitivement une tête déjà oblongue. Après la curiosité, la

phase qui suit est soit celle de l'accoutumance, soit celle de la répression tous azimuts. On accepte sa caricature ou alors on multiplie menaces et vexations à l'encontre des journaux satiriques, lesquels résistent, plient ou rompent, selon les cas.

La caricature dans les journaux en Afrique joue le même rôle que celui du « Bébête Show » ou des « Guignols de l'info » à la télé française : la mise en scène des situations politiques où le burlesque et l'ubuesque des comportements des uns et des autres font surface. Le dessinateur et son scénariste ont en effet la possibilité d'inventer des situations rêvées par le public. Par exemple, mettre en images une rencontre fictive entre le président de la République et le leader de l'opposition, alors que ces deux acteurs ne peuvent pas se voir en peinture !

De la même manière, à coups de crayon, on peut illustrer une rencontre secrète et mettre dans des bulles le dialogue qu'aurait pu soutenir les protagonistes. Le public se délecte de cette zoo-politique –entre bêtes de scène politique, réintroduites dans cette jungle où ils se disputent le pouvoir et les richesses du pays sur le dos du peuple – où le personnel politique retrouve ses proportions réelles, quand on sait que dans ces pays-là, les dirigeants pratiquent le culte de la personnalité et où tout ce qui les touche de près ou de loin est considéré comme secret d'État.

C'est cela qui explique sans doute que les journaux satiriques sont bien moins que les autres traînés en justice pour des délits comme la diffamation ou la propagation de fausses nouvelles. On les accuse plus facilement d'outrage aux institutions ou de troubles à l'ordre public. Pour Michel Ongoudou Loundah, directeur de publication de *La Griffes* : « Nous ne publions rien sans avoir de preuves indémontables. Nous confrontons nos différentes sources. C'est pourquoi lorsqu'on veut nous faire taire, l'appareil judiciaire est inefficace, au point que le pouvoir n'a recours qu'à des décisions administratives arbitraires. »

Jean-François Julliard, responsable du desk Afrique de Reporters sans Frontières, explique ce phénomène de la manière suivante : « Les gouvernants de plusieurs pays d'Afrique ne prêtent aucune attention au dessin. Ce n'est que ce qui est écrit avec sérieux qui les effraie. Ils minimisent la portée des journaux satiriques et n'y voient que des bouffonneries qui ne mettent pas en danger leur pouvoir. » De la même manière, nous faisons personnellement cette analyse en juin 2000¹⁰ : « L'information dessinée permet de toucher un public plus large et les magistrats sont coupés de cette langue populaire. » Le niveau de langue employé permet donc à la fois de se faire comprendre du public et de dérouter les juges qui ne savent pas à quel dictionnaire se vouer lorsqu'on emploie des termes créés par la rue.

Cependant, ce n'est pas la volonté de faire condamner les journaux satiriques trop agressifs aux yeux de certains qui manque. Au *Lynx*, au *Message-Popoli*, on a connu la prison et des centaines de menaces. À *La Griffe*, le nombre de semaines de suspension sera bientôt supérieur au nombre de semaines où le "satimédia" avait le droit de publier. Pour rester en vie, *Le Canard* a changé trois fois de nom. Devenu *Canard libéré*, il a subi une autre interdiction administrative et a pris le nom de *Canard déchaîné*, avant de redevenir *Le Canard libéré* au bout du compte, et ce n'est peut-être pas la fin... Il devra peut-être penser à trouver une nouvelle dénomination. Le directeur du *Pot-Pourri*, satirique de RDC, a été extrait de prison en mars 2001 avec un conseil "amical" de la police politique qui peut se résumer à ceci : « N'écrit plus rien dans ta vie, sinon tu y retournes. »

Pan sur les becs !

Pour se prémunir contre de nouvelles attaques contre sa rédaction, *Le Message Popoli* a trouvé une astuce. En effet, dans son ours, figure désormais cette notice : « Les faits, les récits, les personnages et les événements contenus dans ce journal sont imaginaires. Fiction oblige... » Les personnes qui auraient donc l'intention de traîner *Le Message-Popoli* au tribunal pour diffamation ou outrage devront tenir compte de cet avertissement. Et les rédacteurs et dessinateurs font attention désormais en croquant les gens. Ils modifient volontairement les noms des personnages, mais cela n'empêche pas les menaces et les intimidations. Dans le passé, deux membres de la rédaction de ce journal ont été contraints à l'exil, un autre a tâté la paille du cachot. Maintenant, le journal s'oriente plus vers les faits divers que sur la critique politique. Il est plus devenu un journal illustré qu'un journal satirique.

La Griffe du Gabon elle aussi ne compte plus les coups qu'elle reçoit : deux interdictions administratives de publication en trois ans. En prévision de la suspension de 1998, les animateurs de *La Griffe* avaient anticipé en lançant *La Cigale enchantée* (toujours cet attrait pour les volatiles) qui n'a pas tardé aussi à être interdite. Le dernier bannissement de *La Griffe* date du 17 février 2001 et court toujours au moment où nous mettons sous presse. Le prétexte utilisé pour faire taire le journal satirique gabonais ne tenait pas à une non-observation des règles d'éthique et de déontologie, mais tout simplement à une décision politique : « acharnement contre le président Bongo et sa famille ». *La Griffe*, fax-similés de documents à l'appui, avait publié plusieurs affaires sur les abus de pouvoir de l'entourage de « Zeus », tout comme elle avait étalé au grand

jour une histoire de crime fétichiste où était impliquée une belle sœur du président. Par ailleurs, *La Griffes* n'y est pas allée de main-morte dans sa critique du livre de Bongo¹¹, qualifiant l'ouvrage d'« imposture noir sur blanc »¹².

Le journal qui semble tirer son épingle du jeu est sans conteste *Le Journal du Jeudi*. Réussir chaque semaine à passer entre les mailles du filet dans le pays de Blaise Compaoré où Norbert Zongo, patron du journal *L'Indépendant* a été retrouvé calciné dans sa voiture pour avoir voulu en savoir plus sur un crime qui touchait de trop près la famille du président¹³... Pourtant les « salopards » du *JJ* sont l'un des cauchemars de Blaise Compaoré. Le dessinateur Damien Glez sait toucher là où ça fait mal, comme le prouve cette « une » du *JJ* (n° 488 du 25 au 31 janvier 2001) illustrant la rencontre entre Chirac et Compaoré au sommet France-Afrique de Yaoundé (janvier 2001). Le président français dit à son homologue burkinabè : « Dites-moi Blaise, il est temps de libérer Norbert Zongo¹⁴ maintenant... », le président du Faso répond : « Impossible, Jacques : chez nous les journalistes, on ne les arrête pas... ». Il ne faudrait pas manquer de signaler que sur le fameux dessin, le « Beau Blaise »¹⁵ est coiffé d'une couronne de lauriers. Tout un art !

Une telle caricature est libre d'interprétation par le lecteur, mais fait nettement ressortir la méconnaissance (ou le refus de les voir ?) de l'ampleur des violations des droits de l'Homme par les autorités françaises, et de l'autre, le cynisme et la cruauté de certains dirigeants africains. Dans tous ses numéros, l'équipe du *Journal du Jeudi* fait preuve d'audace et de finesse, à l'instar de cette critique acerbe des lacunes organisationnelles qui ont marqué la tenue en février de la 17^e édition du FESPACO (Festival panafricain du Cinéma de Ouagadougou), une des fiertés du régime de Compaoré qui souhaite en faire un instrument de marketing politique. Or, le *JJ* n'a pas hésité à qualifier cette manifestation de « siestival » tant la programmation des films et les autres cérémonies étaient ennuyeuses.

Le Canard libéré du Niger pour sa part rappelle sur la tête, dans tous ses numéros, les conditions de sa naissance : « Au commencement était *Canardo*. Mais après trois années de bons et loyaux services dans le monde médiatique nigérien, il fut victime d'un accident malheureux¹⁶ un soir du 9 août dont le tueur à gages n'est autre que le dictateur en herbe de l'ONC¹⁷ Kio Aboubacary Koudizé. C'est donc sur les cendres du n° 75 du *Canard* qu'est né *Le Canard libéré*. » Mais même en changeant de dénomination, l'ex-*Canardo* subit toujours les vexations du pouvoir de Niamey.

Modèles sui generis

Le Cafard libéré, ne faisant – pour le moment – guère l’objet de menaces sur son avenir immédiat, n’en n’est pas moins dans une situation difficile. Ceci est dû au fait, selon la journaliste Aminata Sophie Dièye, qu’il n’a pas su s’adapter à l’évolution du paysage médiatique sénégalais. D’abord parce que, lorsque des titres d’information générale comme *Sud Hebdo* ou *Walf Fadjiri* qui tiraient moins que *Le Cafard* en 1988 ont décidé de devenir des quotidiens au milieu des années 1990, le volatile de Dakar est resté campé sur ses lauriers et a assisté à l’érosion de son lectorat. Ceci est renforcé par le fait que depuis plusieurs années, c’est toujours le même caricaturiste qui illustre la “une” du *Cafard*, d’où une certaine usure de l’artiste et une lassitude de la clientèle, chaque numéro ressemblant à du déjà-vu. Pour Aminata Sophie Dièye, il y a comme une extinction de la flamme qui guidait les rédacteurs du *Cafard*. Cette ancienne chroniqueuse du “satimédia” estime que l’hémorragie de personnel qu’a connu *Le Cafard* est à l’origine de la désaffection du public qu’on enregistre. Pour elle, plusieurs personnes non préparées et sans réelle vocation pour la presse satirique essaient de faire leur entrée dans ce secteur qui demande quand même une certaine plume ou un coup de crayon particulier.

Pourtant, le lectorat sénégalais semble toujours ouvert à la presse satirique, comme en témoignent les pics de ventes (50 000 exemplaires par numéro) réalisés par *Lamb-Ji* à chaque parution durant la campagne électorale de 1998. La stratégie de survie du *Message-Popoli*, lorsque son tirage a commencé à décliner en 1997, a été de devenir bi-hebdomadaire. Ainsi les « fous de vendredi » sont-ils devenus les « fous de la semaine », avec encore plus de faits divers de la rubrique « sang pour sang », de dessins où des croupes généreuses illustrent des histoires d’infidélité conjugale ou des titres du genre « Un porc lui arrache les pendentifs » et se maintient à un niveau diffusion qui tourne autour de 7 000 exemplaires deux fois par semaine, contre 10 000 exemplaires environ par semaine à l’époque où il était hebdomadaire.

L’“hebdomadaire” de Ouagadougou a quant à lui lancé *24 Heures*, un quotidien d’information générale dont la rédaction est constituée de membres du *JJ*. Le “satimédia” de Libreville a pour sa part opté pour la diversification, en maintenant la parution de *La Griffes* le mercredi, avec sa maquette et son contenu style *Canard enchaîné*, mais en publiant *Le Gri-Gri* (qualifié de « satimédia en BD pareissant le lundi »), se rapprochant beaucoup du style du *Message-Popoli* (avec des sujets comme : « Kidnappée par son papa à une heure de son mariage »¹⁸). Dans le premier numéro du *Gri-Gri* paru le 20 novembre 2000, Michel Ongoundou

Loundah, directeur de publication de *La Griffé*, explique ainsi la naissance du *Gri-Gri* : « Si nous prenons la liberté de vous proposer un nouveau *Canard* sous forme de bande dessinée, c'est non seulement pour combler un vide dans notre paysage médiatique, mais aussi et surtout pour vous informer autrement. Dans la bonne humeur, par le rire, de façon ludique. *Le Gri-Gri* comme antidote à la morosité ambiante, à la cruauté des images que les médias nous renvoient tous les jours de notre propre inhumanité, voilà notre ambition. En toute modestie. À une époque où la détente est devenue un luxe, où l'on voit partout des hommes perdre leur vie à essayer de la gagner, il nous semble utile d'aborder l'information avec légèreté. » Un cocktail de faits divers plus loin, le public s'est entiché du nouveau produit qui n'a malheureusement pas eu le temps de faire ses preuves, la mesure de suspension de *La Griffé* prise le 17 février 2001 frappe aussi d'interdiction *Le Gri-Gri*.

Vices de pub ?

Ces interruptions ainsi que les menaces, saisies, vexations diverses, etc., dont sont victimes les journaux satiriques africains affectent bien entendu leur trésorerie, et par là même, leur survie économique déjà fragile du fait de l'inexistence d'un véritable fonds de roulement, ainsi que l'étroitesse du marché des lecteurs. C'est pourquoi, violant une règle tacite qu'observent généralement les satiriques francophones, les "satimédias" africains acceptent de céder des encarts contre des espèces sonnantes et rébuchantes. Le marché publicitaire des pays concernés n'étant pas florissant, il s'agit parfois uniquement d'annonces de décès, de publicités de compagnies de transport, de réclames de brasseries ou de compagnies de tabac.

Cette entorse à l'éthique "satiristique" peut aisément se comprendre. Seule *La Griffé* s'est refusée jusqu'à présent à abriter des messages publicitaires dans ses pages. Mieux, elle reste le seul journal privé du Gabon à avoir refusé une aide aux médias décidée par Omar Bongo à la fin de l'an 2000. Cela lui a certainement, en partie tout au moins, valu ses ennuis avec le pouvoir politique, mais a dopé sa crédibilité auprès de ses lecteurs, ce qui fait que le tirage moyen de *La Griffé* se montait en février 2001 à 12 500 exemplaires. Quand on sait que le Gabon est l'un des pays les moins peuplés de la région, et que le tirage moyen des titres des grandes cités d'Afrique centrale (Douala, Kinshasa, Yaoundé notamment) plafonne en moyenne entre 2 500 et 5 000 exemplaires, on est édifié par le succès du "satimédia". Au niveau de la transparence, *La Griffé* donne

aussi une leçon aux autres satiriques africains qui prônent la moralisation de la société, mais rechignent à publier leurs chiffres de tirage.

Le Lynx pour sa part tire à 5 000 exemplaires, cependant que *Le Journal du Jeudi* revendique 15 000 copies par parution. Ce qui, dans le contexte de l’Afrique subsaharienne francophone (où le pouvoir d’achat des populations, l’analphabétisme, l’état des routes, etc., limitent la diffusion des journaux et donc leur tirage) est déjà un exploit...

Comme les autres journaux africains, la presse satirique du continent noir n’en est pas à une contradiction près. Les problèmes de gestion et de leadership dans les rédactions se posent comme partout, la justice est aux aguets pour frapper sans pitié les moindres écarts. Mais à l’image des sociétés africaines post-coloniales, les “satimédias” du continent sont à la recherche d’une identité ; ils travaillent dans un contexte où il faut s’inventer, non pas *ex-nihilo* comme dans les autres parties du monde, mais en partant d’une culture héritée des foisonnements de l’ex-métropole coloniale, tout en tenant compte des particularismes locaux, d’un public différent aux exigences non encore clairement déterminées. C’est pourquoi, la presse satirique, plus malléable sur le plan de sa forme, plus flexible par rapport aux canons universels (occidentaux) de la pratique de la presse que la presse dite “normale”, ont pour mission de trouver une troisième voie : s’exprimer comme ses lecteurs, participer à la mise sur pied d’une conception plus citoyenne de la république.

L’“hebdromadaire” et ses semblables ont aussi un avantage : celui de gérer de petites structures qui consomment peu de personnel. Ainsi, alors que la rédaction du *Message* “normal” compte pas moins de 30 journalistes, celle du *Message-Popoli* se contente de quatre caricaturistes et une sorte de secrétaire de rédaction qui relit les bulles et réécrit les scénarios. Avec des équipes réduites, les journaux satiriques équilibrent mieux leurs comptes que les journaux ordinaires. En ce qui concerne les frais de reportages, ils sont d’autant moins exorbitants que les journaux n’en font pas régulièrement. Ils se contentent de commenter l’actualité, publier des informations exclusives ou alors carrément dessiner une analyse, des réflexions, un fait divers ou un reportage déjà publiés par des confrères (parfois sans les citer).

Les coûts de lancement sont également dérisoires dans la presse de BD : quelques crayons et du papier. Pas besoin d’ordinateurs ou d’une armée de collaborateurs ou d’agents du service technique, des locaux modestes suffisent. C’est ainsi que *Le Journal du Jeudi*, lors de son démarrage en 1991, n’employait que trois personnes dont le patron. Aujourd’hui, les responsables du *JJ* affirment que 15 personnes sont salariées (dont six permanents seulement)...

La marge de liberté sur le plan conceptuel, une bonne dose d'inventivité, un certain toupet, une gestion financière et des ressources humaines plus légères expliquent donc pourquoi la presse satirique africaine convainc en se construisant progressivement. Les plates greffes du *Canard enchaîné* du départ se transforment en stratégies débouchant sur des supports originaux adaptés aux spécificités africaines. C'est pourquoi les "satimédias" se maintiennent mieux que les journaux classiques et qu'on assiste ces dernières années à de nouvelles entrées dans le secteur. Mais plusieurs tentatives sont plus ou moins heureuses. Au Cameroun, *La Nouvelle Expression*, autre titre phare de la presse privée locale, a lancé *L'Expression de Mamy Wata*¹⁹, très clone du *Messenger-Popoli*, avec un succès relatif.

Au Gabon, à chaque interdiction de *La Griffes*, des personnes veulent en profiter pour combler le vide laissé en créant des satiriques qui se cassent rapidement la figure en raison de l'absence de foi (et de professionnalisme). Il y a par exemple eu *Le Scribouillard*, né en mai 2000, mais qui peine à s'imposer. Pis, certains des journaux satiriques qui naissent ça et là sont parfois "encouragés" par les pouvoirs publics qui veulent pouvoir contrôler un titre dans le secteur. D'autres qui hésitent à franchir le pas de la satire commencent par proposer au public un supplément satirique encarté dans le journal. C'est la démarche suivie par Sy Koumbo. Au centre de *L'Observateur* (titre dont elle est la directrice), on peut lire *Le Charognard*, sorte de patchwork où des articles humoristiques côtoient des faits divers croustillants, des histoires de la rue et des blagues de comptoir à la sauce tchadienne.

Traités comme de véritables vilains petits canards, les journaux satiriques africains contribuent au pluralisme de l'information dans les pays, et comme de plus, ils se donnent la liberté de critiquer leurs confrères, ils poussent ceux-ci à se donner les moyens de s'améliorer sur le plan du fond et de la forme.

Peut-être l'avenir de la presse africaine se trouve-t-il dans ce type d'assemblage, où la satire, la BD, la caricature l'information et les commentaires politiques, économiques ou sociaux seront agencés sous le même label pour toucher des publics plus larges et variés ? Pour le moment, on peut dire que les choix éditoriaux des journaux satiriques africains, à savoir une certaine tendance à l'agressivité et l'obscénité dans les propos et les images, la scatologie, le goût du sang, etc., sont une bonne fenêtre pour dresser un portrait psychologique des sociétés où ces "satimédias" sévissent. Ces journaux sont simplement le reflet de classes politiques et sociales où le ridicule ne tue pas, où l'indécatesse est la règle, où les hommes politiques ont si peu de respect pour la vie

que leur caricature est souvent moins drôle que l'original ■

Notes

1. Instance de régulation des médias, calquée sur le modèle du CSA en France.
2. Source : *La Griffé*, n° 386, vendredi 15 mai 1998, page 6.
3. *Le Canard enchaîné* a son siège dans cette rue de Paris.
4. L'expérience n'est pas nouvelle en Côte-d'Ivoire, dans la mesure où le FPI (Front populaire ivoirien) de l'actuel président Laurent Gbagbo, lorsqu'il était dans l'opposition au début des années 1990, publiait *Bôl Kotch*, une BD politique, mais partisane.
5. Chef de la junte militaire qui a pris le pouvoir en Côte-d'Ivoire le 24 décembre 2000, en renversant le président civil Henri Konan Bédié.
6. Scrutin qui s'est tenu les 27 février et 19 mars 2000.
7. Bobo-Dioulasso, 2^e ville du Burkina Faso.
8. Omar Bongo, *Blanc comme Nègre*, Grasset, 2001.
9. Robe traditionnelle de la région de Douala qui passe pour le vêtement féminin camerounais par excellence.
10. *Libération* du 22 juin 2000.
11. Omar Bongo (2001), *Blanc comme Nègre*, Grasset.
12. *La Griffé*, n° 417, 7 février 2001.
13. Le 13 décembre 1998.
14. Journaliste burkinabè assassiné le 13 décembre 1998.
15. Nom donné à Compaoré par le peuple à l'époque où il était le numéro deux du régime de Thomas Sankara.
16. Parallèle clair avec les conditions qui ont conduit à l'assassinat du président Baré Maïnassara le 9 avril 1999. Les auteurs du coup d'État qui s'en était suivi avaient parlé d'« incident malheureux » (sic) pour qualifier la mort du président Baré.
17. Observatoire national de la Communication.
18. *Le Gri-Gri*, n° 1, lundi 20 novembre 2000, page 8.
19. « Mamy Wata » signifie « la sirène », mi-femme, mi-poisson.

